



## *A l'approche des élections européennes de juin, un nouveau rapport du SDSN détaille les actions prioritaires en vue d'établir les bases d'un nouveau pacte européen pour l'avenir.*

PARIS, FRANCE, 25 janvier 2024 - Le Rapport sur le développement durable pour l'Europe 2023/24 (« ESDR »), un nouveau rapport publié aujourd'hui et produit par le Réseau des solutions pour le développement durable (« SDSN ») de l'ONU, en collaboration avec SDSN Europe et le Comité économique et social européen (« CESE »), révèle que des mesures décisives doivent être prises dans l'Union européenne (« UE ») pour éviter les "points de basculement" environnementaux et sociaux et pour maintenir la promesse d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 et les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat.

La cinquième édition du rapport, qui comprend l'indice des ODD et les tableaux de bord, suit le progrès de l'UE, de ses États membres et des pays voisins dans la réalisation des ODD. Le rapport souligne qu'au rythme actuel, un tiers des cibles des ODD ne seront pas atteintes par l'UE d'ici 2030, avec d'importantes différences entre les pays européens. Ces différences vont d'un quart en Europe du Nord et de l'ouest à environ la moitié en Europe du sud et en Europe centrale et orientale. En particulier, le rapport souligne la stagnation et l'inversion des progrès dans de nombreux pays européens en ce qui concerne les objectifs sociaux, avec des problèmes croissants concernant l'accès et la qualité des services pour tous, ainsi que la pauvreté et la privation matérielle, dus au moins en partie aux multiples crises qui se sont succédées depuis 2020. Au niveau mondial, l'architecture financière internationale ne parvient pas à canaliser l'épargne mondiale vers les investissements dans les ODD au rythme et à l'échelle nécessaires, en particulier dans les pays les plus pauvres et les plus vulnérables.

Le rapport de cette année fournit des contributions essentielles pour que l'UE renforce son leadership en matière des ODD au niveau national et international à l'approche des élections européennes de juin 2024 et le Sommet de l'avenir convoqué par le Secrétaire général des Nations unies prévu pour le septembre 2024.

**Guillaume Lafortune**, Vice-président du SDSN et auteur principal du rapport, souligne :

*“Les partis politiques qui font campagne pour les élections européennes et les futurs dirigeants de l'Union européenne ont une responsabilité historique. Les Objectifs de développement durable, adoptés par tous les États membres des Nations unies en 2015 ne sont pas atteints en Europe et dans le monde, alors qu'ils restent l'avenir souhaité par l'Europe et le monde. Des mesures décisives doivent être prises au cours de cette décennie. Ce n'est pas le moment de revenir en arrière ou de diluer ce qui a été réalisé et convenu pour soutenir la mise en œuvre des ODD et de l'Accord de Paris sur le climat. Des investissements à long terme et une coopération régionale sont nécessaires, afin de stimuler les compétences et l'innovation et offrir l'égalité des chances à tous. Dans un monde multipolaire et fragmenté, les coalitions de leaders d'opinion européens doivent travailler ensemble pour jeter les bases d'un nouveau Pacte européen pour l'avenir et jouer un rôle*



*de premier plan au niveau international afin de préparer les prochaines décennies du développement durable mondial.”*

**Adolf Kloke-Lesch**, Coprésident du SDSN Europe, un des auteurs du rapport, a souligné :

*“L'UE devrait faire de son rôle mondial et de ses vastes réseaux, de puissants outils de transformation mondiale. En alignant ses politiques extérieures sur le bien commun mondial exprimé dans l'Agenda 2030 avec les ODD, l'UE ne peut que renforcer son autonomie stratégique à long terme. L'UE devrait travailler en étroite collaboration avec les présidences du G21 du Brésil (2024) et de l'Afrique du Sud (2025) et les présidences du G7 de l'Italie (2024) et du Canada (2025) pour remettre l'agenda des ODD sur les rails. Au sein de ces deux groupes, l'UE, la France, l'Allemagne et l'Italie devraient former une "équipe Europe pour les ODD", chargée de promouvoir un ordre international ouvert et coopératif afin de faire progresser le développement durable à l'échelle mondiale. Dans le monde d'aujourd'hui, la coopération internationale doit progressivement devenir mutuellement transformative, en donnant aux partenaires une voix et des moyens dans l'architecture financière européenne, ainsi qu'en ce qui concerne les mesures et les développements politiques au sein de l'UE qui les affectent fortement.”*

**Le rapport est accessible [ici](#)** (disponible en ligne à partir du 24 janvier 2024 à 23h59 CET). Les sites web et les liens de visualisation des données sont disponibles ci-dessous.

Site web: <https://sdgtransformationcenter.org/>

Visualisation des données : <https://eu-dashboards.sdgindeX.org/>

**Détails de la citation** : Lafortune, G., Fuller, G., Kloke-Lesch, A., Koundouri, P., Riccaboni, A. (2024). European Elections, Europe's Future and the Sustainable Development Goals. Europe Sustainable Development Report 2023/24. SDSN and SDSN Europe. SDSN: Paris. Dublin University Press: Dublin.

**Les ODD ne sont pas atteints en Europe et dans le monde ; les inégalités persistantes et croissantes au sein et entre les pays européens doivent être traitées.**

Des crises multiples et simultanées dans les domaines de santé, de sécurité, de géopolitique, du climat et de finance ont entraîné un ralentissement du progrès en matière des ODD en moyenne dans l'UE, notamment en raison de la lenteur du progrès en matière de résultats socio-économiques et d'objectifs environnementaux. La Finlande est en tête de l'indice des ODD cette année (pour la quatrième année consécutive), pour autant, même les pays en tête de l'indice des ODD sont confrontés à des défis. Les plus grands défis auxquels l'UE fait face sont : la consommation et la production responsables, le climat et la biodiversité, l'utilisation durable des terres et l'alimentation, ainsi que la promotion de la convergence des progrès en matière des ODD au sein de ses États membres.

L'édition de cette année met également en lumière les défis liés au principe "Ne laisser personne de côté" inclus dans l'Agenda 2030. L'indice "Leave No One Behind" (LNOB), inclus dans le rapport, mesure les inégalités au sein des pays à travers quatre dimensions : l'extrême pauvreté et la privation matérielle ; l'inégalité des revenus ; l'inégalité hommes femmes ; l'accès aux services et qualité des services. L'indice met en évidence des **progrès minimes, voire un renversement de tendance dans trois des quatre dimensions** pour la plupart des pays européens depuis 2020. La situation est particulièrement alarmante en ce qui concerne la sous-dimension "accès aux services et qualité des services", où 32 des 34 pays européens couverts par l'indice ne montrent aucun progrès ou un renversement de tendance. Le bon fonctionnement des démocraties et des institutions européennes, qui sont au cœur de la transition vers le développement durable, dépend de la capacité des dirigeants de l'UE et des États membres à assurer l'égalité des chances, à protéger les plus vulnérables et à promouvoir l'éducation et les compétences pour tous.

Comme dans les éditions précédentes, le rapport constate également que l'UE est responsable d'importantes "retombées internationales" négatives, dues en partie à une consommation et à des chaînes d'approvisionnement internationales non durables.

### **Vers un nouveau pacte européen pour l'avenir**

En juin 2024, les citoyens de l'UE éliront le nouveau Parlement européen. Les nouveaux dirigeants de l'UE seront chargés d'approuver le prochain budget septennal de l'UE (2028-2035) et de négocier le prochain programme mondial pour le développement durable afin de poursuivre la mise en œuvre des ODD au-delà de 2030. Dans le monde fragmenté et multipolaire actuel, les dirigeants de l'UE doivent adopter une approche plus ambitieuse, intégrée et cohérente afin d'accélérer la mise en œuvre des ODD au niveau national et international. En complément du rapport ESDR2023/24, un groupe de plus de 200 scientifiques, experts et praticiens de plus de 20 pays européens a également publié aujourd'hui un appel à l'action commun, destiné aux partis politiques et aux futurs dirigeants de l'UE afin de jeter les bases d'un **nouveau pacte européen pour l'avenir, comprenant dix actions prioritaires** :

- 1. Répondre au grave danger des "points de basculement sociaux" négatifs en réduisant de manière significative le risque de pauvreté et d'exclusion sociale des citoyens européens.**
- 2. Redoubler d'efforts pour parvenir à des émissions nettes nulles dans l'UE d'ici 2050, avec des avancées majeures d'ici 2030.**
- 3. Renforcer les autorités régionales et locales dans la réalisation des ODD, notamment en assurant un suivi régulier et en rendant compte des progrès accomplis dans la réalisation des ODD à tous les niveaux.**
- 4. Limiter les retombées internationales négatives et soutenir la transformation vers un système commercial durable.**
- 5. Tirer parti de l'équipe Europe pour la diplomatie mondiale en matière d'ODD et renforcer les formats divers et universels, en particulier les Nations unies.**
- 6. Renforcer le rôle multilatéral de l'Europe en menant des efforts globaux pour réformer l'architecture financière mondiale.**
- 7. Recentrer les partenariats internationaux de l'UE sur les ODD et s'orienter vers une coopération mutuellement transformative.**



- 8. Mobiliser les moyens financiers pour les transformations vers un avenir durable.**
- 9. Institutionnaliser l'intégration des ODD dans la planification stratégique, la coordination macroéconomique, les processus budgétaires, les missions de recherche et d'innovation et d'autres instruments politiques.**
- 10. Établir de nouveaux mécanismes permanents pour un engagement structuré et significatif avec la société civile, y compris les jeunes, et au sein du Parlement européen sur les trajectoires et les politiques des ODD.**

La 5<sup>e</sup> édition du Rapport sur le développement durable en Europe fait partie de la série plus large des Rapports sur le développement durable (Sustainable Development Reports, SDR). Depuis 2015, le SDR fournit les données les plus récentes pour suivre et classer les performances de l'Europe et de tous les États membres des Nations unies en ce qui concerne les ODD. Le ESDR de cette année couvre les 27 États membres de l'UE, quatre pays de l'Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), le Royaume-Uni et les pays candidats à l'adhésion (Albanie, Bosnie-et-Herzégovine, République de Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie et Turquie)<sup>1</sup>. Le rapport a été préparé par un groupe d'experts indépendants de SDSN et de SDSN Europe et a été conçu et réalisé conjointement par et avec la société civile en Europe. L'édition de cette année s'appuie sur trois ateliers et une consultation publique en ligne organisés entre avril et novembre 2023. La méthodologie est basée sur l'édition mondiale du Rapport sur le développement durable, qui a fait l'objet d'un examen par les pairs par Cambridge University Press et Nature Geoscience, et d'un audit statistique en 2019 par le Centre commun de recherche (CCR) de la Commission européenne.

#### **Contacts pour les médias :**

Alyson Marks | [Alyson.Marks@unsdsn.org](mailto:Alyson.Marks@unsdsn.org) (Responsable de la communication et des relations extérieures, basée aux États-Unis)

Guillaume Lafortune | [guillaume.lafortune@unsdsn.org](mailto:guillaume.lafortune@unsdsn.org) (Vice-président du SDSN, coordinateur principal et auteur du rapport, basé en France)

#### **À propos de SDSN**

Le Réseau des solutions pour le développement durable des Nations unies (SDSN) opère depuis 2012 sous les auspices du Secrétaire général des Nations unies. Le SDSN mobilise l'expertise scientifique et technologique mondiale afin de promouvoir des solutions pratiques pour le développement durable, y compris la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Accord de Paris sur le climat. Nous visons à accélérer l'apprentissage commun et à promouvoir des approches intégrées pour

---

<sup>1</sup> En raison de leur accession très récente au statut de pays candidat, et compte tenu des lacunes et des retards importants dans les données, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine ne sont pas incluses dans l'édition de cette année.



relever les défis économiques, sociaux et environnementaux interdépendants auxquels le monde est confronté.

### **À propos de SDSN Europe**

Créé en 2020, SDSN Europe mobilise et coordonne les connaissances et la science à travers les réseaux SDSN en Europe pour soutenir une reprise européenne durable et résiliente. Avec dix-neuf réseaux nationaux et régionaux d'universités et d'institutions du savoir dans l'UE, et plus de 540 organisations membres sur l'ensemble du continent, le SDSN est idéalement placé pour l'élaboration des politiques fondées sur des données probantes en Europe.